

Brochure n° 3014

**Convention collective nationale**

IDCC : 2336. – **ORGANISMES GESTIONNAIRES  
DE FOYERS ET SERVICES POUR JEUNES TRAVAILLEURS**

---

**AVENANT N° 16 DU 30 MARS 2007**  
**RELATIF À L'INTÉGRATION DE CERTAINS SALARIÉS**

NOR : ASET0750559M

IDCC : 2336

---

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Afin de prendre en compte l'expérience acquise par des salariés recrutés dans les organismes gestionnaires de foyers et services pour jeunes travailleurs provenant d'un des organismes mentionnés à l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, les partenaires sociaux signataires décident des dispositions suivantes.

**Article 2**

*Modalités*

L'intégration des salariés visés à l'article 1<sup>er</sup> s'effectue dans les conditions suivantes.

**Article 2.1**

*Prise en compte de l'expérience*

Le calcul de la prise en compte de l'expérience s'effectue selon les modalités prévues à l'article 16.5.1 de l'avenant n° 14 par l'attribution à l'embauche d'un complément d'ancienneté.

Dans la limite de 12 ans, l'expérience est intégrée par l'attribution de 50 % des points retenus en application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 2.1, soit 79 points maximum (1).

---

(1) Pour mémoire :  $35 + 35 + 22 + 22 + 22 + 22 = 158$  :  $50 \% = 79$ .

Ce décompte est effectué à partir du (ou des) certificat(s) de travail fourni(s) par le salarié.

## **Article 2.2**

### *Interruption d'activité*

Les interruptions d'activité (hormis celles assimilées à du temps de travail effectif) sont déduites de date à date.

Si l'interruption d'activité est supérieure à 2 ans (hormis celle assimilée à du temps de travail effectif ou un congé parental dans la limite de 2 ans), l'expérience ne sera pas prise en compte.

## **Article 3**

### *Ancienneté*

A compter de son recrutement, le salarié relevant du champ d'application de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus bénéficiera de l'attribution de points d'expérience prévue à l'article 16.5.1., indépendamment du complément d'ancienneté de l'article 2.1.

## **Article 4**

### *Entrée en vigueur*

Le présent accord entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2007 et ne s'applique qu'aux salariés embauchés à partir de cette date.

## **Article 5**

### *Révision. – Dénonciation*

Le présent accord pourra être révisé conformément aux dispositions légales.

Le présent accord pourra être dénoncé conformément aux dispositions légales en respectant un préavis de 3 mois ; la dénonciation devra être accompagnée d'un nouveau projet par la partie ayant dénoncé cet accord.

Un accord d'entreprise ne peut comporter des dispositions moins favorables aux salariés que le présent avenant.

## **Article 6**

### *Extension*

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 30 mars 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisation patronale :**

Syndicat national employeur des foyers, résidences sociales et services pour les jeunes.

**Syndicats de salariés :**

Fédération Santé et sociaux CFTC ;

CGT-FO ;

Fédération française de la santé, de la médecine et de l'action sociale  
CFE-CGC ;

Fédération de santé et services sociaux CFDT.